



Paris le 17 octobre 2019

M le Président.

Depuis deux ans, sous le poids des restructurations, la forteresse Bercy vacille et ne sera bientôt plus qu'une ruine.

Mais Bercy ce n'est pas qu'une forteresse, ce sont avant tout ses agent.e.s, ses 142 000 femmes et hommes qui y travaillent, avec une conscience professionnelle exemplaire et une abnégation totale, exerçant des missions citoyennes qui sont le fondement de la République et de la Démocratie. Ce sont aussi ses 163 000 pensionnés qui ont par le passé œuvré dans ce sens.

La machine à broyer les agents est en marche accélérée :

- suppressions massives d'emplois
- droits des agents bafoués avec la suppression des CAP
- droits syndicaux remis en cause
- mise en place de la loi sur la transformation de la fonction publique sans véritable discussion et malgré l'opposition unanime de toutes les organisations syndicales
- nouvelle réforme des retraites
- mise en place de la géographie revisitée à la DGFIP qui est un leurre total et qui va entraîner la disparition de quasiment toutes les trésoreries et des services publics de proximité
- disparition de missions, externalisation, privatisation, mise en place d'agences de toute nature.

Tel est à cet instant l'image de nos ministères économiques et financiers, laissant mal augurer de ce qui en restera.

Dans un contexte de fortes mobilisations au ministère, les agent.e.s de la DG FIP se mobilisent contre le plan Darmanin qui consiste à détruire notre réseau de proximité. soutenu.e.s en cela par de nombreux élu.e.s , qui défendent avec un certain acharnement le service public.

Cette mobilisation qui a débuté le 6 juin dernier avec la publication des cartes de la géographie revisitée et la démétropolisation, s'est poursuivie le 16 septembre avec près de 36 % de grévistes au plan national et de très nombreux départements qui ont dépassé les 50% de grévistes et également de nombreuses grèves reconductibles, blocages, occupation de locaux, envahissements, marches de défense du service public, actions de communication à l'attention des usagers et des élu.e.s..

Les agent.e.s de la douane quant à eux et elles se sont mobilisé.e.s pour obtenir les moyens de pouvoir effectuer leur missions, on vient d'annoncer qu'ils et 'elles vont encore perdre des missions.

La réorganisation de la DGE quant à elle , laisse nombre d'agent.e.s sur le carreau.

Oui, les agent.e.s sont en souffrance extrême, ils font face à un plan de licenciement jamais atteint en France. L'angoisse les accompagne tous les jours, déstabilisant leur vie et leurs familles.

Depuis des mois, les fédérations des Finances dénoncent la maltraitance à l'encontre des agent.e.s du MEF : réduction drastique des effectifs, perte des missions, restructurations, suppressions de services, mobilités contraintes ...

Autant d'éléments qui concourent à la dégradation des conditions de vie au travail des agent.e.s, et ce n'est pas la mise en place d'une « bienveillante » « conciergerie vitrine d'un pseudo bien-être à Bercy loin de la réalité de ce que vive au quotidien la majorité des agent.e.s qui va arranger les choses.

Dans ce tsunami, l'action sociale du MEF est menacée.

Et pourtant, c'est bien cette même action sociale qui devrait les aider à faire face à ces situations de mal être très bien illustrées par les résultats de l'observatoire interne.

Solidaires Finances défend une action sociale ministérielle accessible à toutes et tous, en activité ou pensionné.e, fonctionnaire ou contractuel.le, ainsi qu'à leurs ayants-droits, et ce quelle que soit la structure dans laquelle ces personnels seront amenés à travailler.

Solidaires Finances rappelle que l'action sociale ministérielle, conquête des personnels de Bercy, doit demeurer complémentaire à l'action sociale interministérielle, et ne saurait être attaquée dans une logique de moins disant social.

Solidaires Finances s'oppose à la fusion des associations, lesquelles interviennent sur des champs d'action spécifiques. Ces associations doivent conserver leur autonomie et le contrôle de leur budget, et ce afin de garantir la pérennité de leur champ d'activité respectif.

Solidaires Finances rejette un regroupement qui permettrait au ministère de mettre la main sur les revenus issus de l'activité d'ALPAF, pour financer les autres activités en lieu et place de la subvention ministérielle.

Solidaires Finances exige :

■ le maintien d'une politique réelle d'action sociale, subventionnée par le secrétariat général en fonction des besoins ;

■ une augmentation des dotations et notamment les Crédits d'Actions Locales (CAL).

■ le maintien intégral du patrimoine mis à disposition d'EPAF, et que l'État remplisse ses obligations de propriétaire en procédant à sa rénovation et à son entretien ;

■ l'implantation des restaurants AGRAF sur l'ensemble du territoire au plus près des agent.e.s pour une restauration de qualité et à moindre coût. **Solidaires Finances** rappelle son opposition à une tarification au plat. En effet, un tarif unique au plateau (pour un plat et un ou deux périphériques) quels que soient les plats permet de garantir une alimentation équilibrée à un prix raisonnable.

A défaut de pouvoir bénéficier d'une restauration collective, les agent.e.s doivent bénéficier d'une augmentation de la valeur faciale du titre restaurant, avec une participation de l'employeur modulée en fonction de leur indice ;

■ la mise en place d'une aide au logement en fonction des revenus pour les agent.e.s ne bénéficiant pas d'un logement social ;

■ une augmentation conséquente du nombre de places en crèches ministérielles, au plus près des besoins des agent.e.s. **Solidaires Finances** exige également la mise en place d'un réseau d'assistant.e.s maternelles ;

■ pour les séjours EPAF, une tarification au quotient familial, indépendante de la localisation ;

■ pour les colonies de vacances, une tarification plus adaptée aux moyens des agent.e.s. En matière de schéma de transport, le train doit être privilégié autant que possible, avec des points de départ dans chaque département. **Solidaires Finances** exige la mise en place de colonies de vacances pour les vacances de la Toussaint ;

■ des vacances pour tous les enfants de 4 à 17 ans, sur l'ensemble du territoire, y compris DOM-COM.

Solidaires Finances rappelle l'importance du réseau des délégations départementales d'action sociale, qui représentent une véritable chance au sein de notre ministère. Ce réseau de proximité doit être conservé pour permettre une action sociale au plus près des bénéficiaires et de leurs besoins.

Solidaires Finances revendique des assistant.e.s de service social dans le périmètre de l'action sociale, afin de garantir l'accompagnement individuel aussi bien des actifs•ves que des retraité.e.s.

Solidaires Finances revendique le maintien des conseils d'action sociale, tant sur le plan départemental que national, comme instance de concertation, de propositions et de suivi de la politique ministérielle d'action sociale.

Plus spécifiquement concernant ce présent Cdas

Outre la motion intersyndicale qui vous sera lue après les différentes liminaires,

SOLIDAIRES FINANCES acte le dégel partiel de la réserve de 5 % mais dénonce qu'il soit trop tardif, et rappelle que la note d'orientation prévoyait une décision en milieu d'année. Ce dégel de 2 % s'apparente plus à une aumône qu'un vrai coup de pouce budgétaire permettant de réaliser de véritables actions en faveur des personnels, et que dire de ce pourcentage pour les CAL minimums (16 000 €).

ARBRE DE NOEL : SOLIDAIRES FINANCES dénonce encore le marché des chèques cadeaux avec EDENRED, qui n'a pas assuré les prestations demandées

On espère que cette année le marché sera mieux encadré ou surveillé par le SG, les agent.e.s ne doivent pas faire les frais de ce marché passé en dépit du bon sens.

SORTIES DES RETRAITES : Solidaires finances réitère sa demande de diversification des offres d'activités dédiées aux retraités, aux fins de toucher l'ensemble des retraités (bien-être, activités sportives, culture....)

ACTIONS DE SANTE PUBLIQUES : SOLIDAIRES FINANCES demande que ces actions soient élargies sur un plus grand nombre de sites parisiens afin de permettre à un plus grand nombre d'agent.e.s d'y participer.

CRECHES : SOLIDAIRES FINANCES souhaite que la répartition géographique des berceaux soit plus en adéquation avec les implantations des domiciles des agent.e.s (nord et est de Paris) .

RESTAURATION : SOLIDAIRES FINANCES dénonce que l'AGRAF n'ait pu participer à l'appel d'offre pour le restaurant d'Argonne alors qu'une étude de faisabilité avait été envisagée.

Concernant le restaurant de St Sulpice, SOLIDAIRES FINANCES aimerait avoir un calendrier sur les travaux à venir et un état des lieux de la situation sanitaire du restaurant.

SOLIDAIRES FINANCES réitère sa demande d'une communication sur les prestations d'action sociale plus visible et attractive pour l'ensemble des agent.e.s des différentes directions parisiennes notamment par le biais de mails à tous les agent.e.s.

L'action sociale doit être accessible à tous et toutes, actifs.ves et retrait.e.és. Chacune et chacun doit pouvoir bénéficier des mêmes prestations d'action sociale.